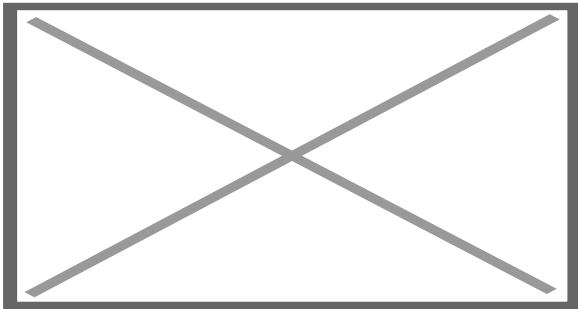


CommuniquÃ© : les dÃ©tenus administratifs boycottent le tribunal militaire

Description

Addameer, 13 FÃ©vrier 2018



Les dÃ©tenu.e.s administratif.ve.s ont annoncÃ© dans un communiquÃ© officiel qu'Ã©ils-elles commenÃ§aient une campagne de boycott contre les tribunaux militaires Ã© partir de jeudi 15 FÃ©vrier 2018.

Ce communiquÃ© affirme que Ã©le boycott de ce systÃ©me juridique israÃ©lien est le cÃ©ur de la rÃ©sistance Ã© la politique de dÃ©tention administrative.Ã© Les dÃ©tenu.e.s administratif.ve.s affirment Ã©galement : Ã©Nous avons foi et confiance que notre peuple, son pouvoir et ses institutions, et la sociÃ©tÃ© civile ne nous abandonneront pas dans cette bataille. Ceci est un acte patriotique national qui ne doit Ã©tre enfreint par aucun individu ou institution que ce soit. C'Ã©est pourquoi nous demandons Ã© l'Ã©AutoritÃ© Palestinienne de faire une demande au plus vite Ã© la court pÃ©nale internationale au sujet de la dÃ©tention administrative.Ã©

Addameer rÃ©affirme son soutien infaillible aux dÃ©tenu.e.s administratif.ve.s et Ã© leurs demandes lÃ©gitimes. Nous pensons que la mise en Ã©uvre de cette pratique israÃ©lienne, systÃ©matique et Ã© grande Ã©chelle, de dÃ©tention administrative reprÃ©sente une violation de la QuatriÃ©me Convention de GenÃ©ve. En plus de contrevenir Ã© l'Ã©article 78, la dÃ©tention administrative est Ã©galement une violation de l'Ã©article 147 de la mÃ©me convention, ce qui signifie que cela constitue un crime de guerre et un crime contre l'Ã©humanitÃ© d'aprÃ©s les articles 8 et 9 du Statut de Rome.

Addameer exhorte toute les organisations palestiniennes de droits humains Ã© adopter un plan clair avec l'Ã©objectif de soutenir les dÃ©tenu.e.s administratif.ve.s dans leurs prochaines actions pour assurer leur victoire. Cela nÃ©cessite Ã©galement des campagnes de solidaritÃ© nationales et internationales afin de constituer un soutien supplÃ©mentaire aux dÃ©tenu.e.s administratif.ve.s et Ã© leur cause. Nous en appelons Ã©galement Ã© l'Ã©engagement et au soutien des instances internationales de responsabilitÃ© contre les violations du droit international humanitaire par l'Ã©occupation israÃ©lienne.

Enfin, Addameer demande la libÃ©ration de tous les dÃ©tenu.e.s administratif.ve.s et que l'Ã©occupation reconnaisse leurs droits, comme spÃ©cifiÃ© dans les instruments juridiques pertinents. Nous demandons Ã©galement Ã© toutes les organisations des droits humains Ã© travers le monde de soutenir et d'Ã©exprimer leur solidaritÃ© Ã© nos dÃ©tenus administratifs. Actuellement ils-elles sont plus de 450 dÃ©tenu.e.s administratif.ve.s dans les prisons israÃ©liennes, dont 7 dÃ©putÃ©.e.s.

Traduction: Lauriane G. pour l'Ã©Agence MÃ©dia Palestine

Source: [Addameer](#)

date crÃ©Ã©e
2018/02/18